

NOUVELLES POLITIQUES NATIONALES ET ETRANGERES.

QUATRIEME ANNEE REPUBLICAINE,

SEXTIDI 26 Floréal,

(Ere vulgaire).

Dimanche 15 Mai 1796.

Saintes des Anglais que le bey de Tunis ne se joigne aux Algériens, qui viennent de déclarer la guerre à l'Angleterre. — Accommodement fait par les Anglais avec les negres marons de la Jamaïque. — Rapport fait au directoire exécutif, par le ministre de la marine et des colonies, sur la situation actuelle des Isles-du-Vent. — Trait de courage de trois cents républicains. — Copie de deux pieces importantes trouvées chez Babeuf, envoyées au conseil des cinq cents par le directoire exécutif.

A V I S.

Le bureau d'abonnement des Nouvelles Politiques est toujours rue des Moulins, n°. 500.

Le prix actuel est de 500 liv., en assignats, pour 3 mois, seul terme pour lequel on peut souscrire en cette monnaie.

Le prix, en numéraire, est de 25 livres pour un an, 13 livres pour 6 mois, et 7 livres pour 3 mois.

Toute lettre non-affranchie ne sera pas reçue.

A N G L E T E R R E.

De Londres, le 29 avril.

La prise de la frégate française la *Némésis* & de deux autres bâtimens, dans la baie de Tunis, par l'amiral Waldegrave, peut avoir des suites fâcheuses. On a lieu de craindre que le bey de Tunis ne se joigne aux Algériens, qui viennent de déclarer la guerre à l'Angleterre; M. Matra, notre consul à Tunis, a déjà, par précaution, quitté cette résidence.

Suivant les derniers avis reçus des Isles-du-Vent, la Guadeloupe étoit bloquée par nos vaisseaux de guerre; & un corps assez considérable de negres levés dans les différentes isles devoit se réunir à la Barbade avec nos troupes, pour attaquer la Guadeloupe dès que notre flotte seroit arrivée.

On mande de la Jamaïque que la guerre contre les negres marons y a été heureusement terminée par un accommodement à l'amiable. La loi martiale a cessé d'y être en activité le 13 mars dernier, & les milices ont été licenciées. Le service des *ekiens* dans cette étrange guerre a concouru efficacement à la terminer. Le major-général Walpole, marchant contre les negres avec une colonne

de troupes de ligne, avoit à l'arrière-garde un fort détachement de chiens, marchant aussi en ligne & bien disciplinés, qui contribuèrent beaucoup au succès d'un dernier combat, où plus de 400 negres mirent bas les armes. C'est à la suite de cette affaire que s'est conclue la pacification. Nos affaires ne vont pas si bien à Saint-Vincent & à la Grenade, qui se trouvent dans une situation très-critique.

Fonds publics.

Banque, 168 1/2 — Indes, pour mai, 215 à 212 1/2. — Annuités à 3 pour 100 consolidés, 67 1/2 à 68 1/2.

B E L G I Q U E.

De Bruxelles, le 22 floréal.

L'armée autrichienne commandée par le prince de Wartenberg vient de se mettre en mouvement & elle a pris une position derrière la Sieg où elle est campée en ce moment. Suivant ce que l'on apprend par des lettres qui nous viennent de la rive droite du Rhin, cette armée est composée de 22 bataillons d'infanterie, 10 escadrons de cuirassiers, 8 escadrons de cavalerie composée d'é-migrés français, 6 escadrons de dragons & 10 escadrons de hussards; outre cela, il s'y trouve 700 canonniers. A cette armée pourra se réunir, suivant l'exigence du cas, un autre corps de même force campé derrière la Lahn, commandé par l'archiduc Charles, & qui paroît destiné, si la guerre continue, à passer le Rhin sous la protection des batteries de la forteresse d'Ehrenbreitstein. Enfin, ces deux armées, soient qu'elles agissent de concert ou séparément, peuvent être composées ensemble de 62 à 64 mille combattans des meilleures troupes que l'Autriche ait à son service.

Cette circonstance a engagé les généraux républicains à faire passer sur la rive droite du Rhin la majeure partie des bataillons de grenadiers qui se trouvent à l'armée de Sambre & Meuse. Si les hostilités recommencent en

peut assurer que les premiers coups qui se porteront seront décisifs.

Des lettres de bonne source, qui nous arrivent d'au-delà du Rhin, portent que les victoires signalées remportées par les troupes françaises en Italie, sont connues dans les armées autrichiennes, où elles ont produit beaucoup d'effet. Les officiers subalternes & les soldats respirent généralement après la paix que l'on regarde comme le seul moyen d'éviter les nouveaux malheurs qui menacent l'Allemagne; la plupart des anciens généraux partagent cette opinion. Mais il n'en est pas de même des chefs des armées autrichiennes, & sur-tout du nouvel état-major qui remplace l'ancien: ceux-là desirant la continuation de la guerre par des motifs d'ambition, & ils se croient destinés à réparer le malheur des armées autrichiennes. Quant aux habitans des pays occupés par les armées belligérentes, ils sont dans des transes & des craintes mortelles de voir renouveler les hostilités. Déjà presque totalement ruinés, ces malheureux ne voient d'autre remède pour adoucir leurs maux, que dans une paix prompte avec la république française.

FRANCE.

De Paris, le 25 floréal.

Nous avons annoncé hier que vers les deux heures il y avoit eu ordre de fermer les Tuileries; en voici les motifs: le directoire avoit reçu l'avis qu'il y avoit des papiers importants enterrés au pied d'un arbre des Tuileries qu'on désignoit clairement. L'avis venoit de bonne source. Il donna lieu à la convocation des deux comités d'inspecteurs de la salle des deux conseils. On fit évacuer le jardin & fermer les portes. On fouilla au pied de l'arbre indiqué, & l'on ne trouva rien. Les Tuileries furent ouvertes quelques heures après.

Il ne nous est parvenu aucun avis authentique sur les détails de la conspiration: nous continuerons de recueillir parmi les bruits, qui circulent ceux qui nous paroîtront mériter le plus de confiance. On varie sur les arrestations qui ont été faites. Nous avons annoncé hier, comme la nouvelle du jour, celle de Robert-Lindet. Aujourd'hui un journal annonce qu'il est en fuite; un autre, qu'il a reçu simplement un mandat d'amener.

On a dit, mais sans fondement, que Drouet s'étoit brûlé la cervelle: il a subi hier un long interrogatoire. Il a, dans les deux conseils, des amis courageux, qui prétendent qu'il n'a jamais pu entrer dans un complot tel que celui qu'on suppose. S'il n'est pas coupable, on peut croire qu'il étoit un peu imprudent; car il fréquentoit bien mauvaise compagnie. Au reste, nous pensons aussi qu'il ne faut pas se hâter de regarder tous les accusés comme coupables.

Babeuf a, dit-on, adressé au directoire une lettre dans laquelle, après avoir confessé hautement la doctrine démocratique qu'il a professée dans ses journaux, il annonce au gouvernement que la découverte de la conspiration ne fera qu'en ajourner le succès; que la révolution qui en étoit le but s'opérera inévitablement, & plutôt qu'on ne l'imagine; que ce que le directoire a de mieux à faire, c'est de se mettre lui-même à la tête de cette révolution, d'abdiquer un pouvoir essentiellement tyrannique, & de rendre au peuple ses légitimes droits, en

établissant la constitution de 1793, la seule fondée sur la souveraineté inaliénable du peuple. On ne croit pas que l'éloquence de Gracchus Babeuf détermine le directoire à prendre aucun arrêté conforme à cette démocratique exhortation.

Lors de l'établissement du Panthéon jacobite, le gouvernement eut des avis certains que les membres de ce club cherchoient à égarer le militaire, non-seulement à Paris, mais aux armées, où ils envoyaient leurs écrits incendiaires & où ils avoient des agens très-actifs. Ces manœuvres s'étoient ralenties à la dissolution du club; mais depuis quelques tems elles s'étoient ravivées. On a appris de plusieurs armées qu'on y employoit toute sorte de moyens pour corrompre l'esprit du soldat, & l'exciter à l'insubordination par ces folles idées d'égalité dont il est si aisé d'abuser. A Paris l'espoir du pillage étoit un moyen plus puissant sur la portion la plus corrompue des troupes, comme du peuple des villes.

Extrait du rapport fait au directoire exécutif par le ministre de la marine et des colonies, sur la situation actuelle des Isles du-Vent.

Je viens aujourd'hui fixer vos regards sur les armées de la république aux Antilles. Déjà vous savez avec quelle valeur, avec quelle intrépidité elles ont reconquis, sur les Anglais, les isles de la Guadeloupe & de Sainte-Lucie. Ces établissemens sont actuellement inexpugnables, grâce aux soins, au zèle & au patriotisme de tous les Français qui les habitent. . . .

Depuis la conquête de la Guadeloupe & de Sainte-Lucie, l'armée de la république s'est constamment occupée à inquiéter l'armée anglaise par des débarquemens partiels sur la Grenade, sur Saint-Vincent, sur la Martinique. Elle a diminué les forces de l'ennemi, dans ces trois isles, de plus de 8000 hommes depuis un an; & au moment de la date des dernières dépêches, qui transmettent ces détails intéressans, nos troupes tenoient bloqués, dans un fort de Saint-Vincent, les fuyards de l'armée anglaise qu'elles avoient mise en pleine déroute dans les deux combats des 20 nivôse & 1^{er} pluviôse. Ces combats avoient duré depuis trois heures du matin jusqu'à sept heures du soir, & les républicains, après avoir laissé le sol de Saint-Vincent jonché d'ennemis morts, leur avoient enlevé toute leur artillerie & leurs magasins de vivres & munitions.

Je voudrois avoir à n'entretenir le directoire que des succès de nos armées; mais toujours vrai dans mes récits, je dois exciter ses regrets sur la perte de 300 républicains dont la mort est encore une leçon terrible pour les Anglais, & doit à jamais honorer les héros qu'elle a frappés. Quelques Français des Isles-du-Vent, indignés de voir le drapeau britannique sur les forts de la Martinique, conçurent le hardi projet d'aller l'enlever & le remplacer par le drapeau tricolor. Ils firent leur débarquement & soit hasard, soit trahison, ils rencontrèrent un corps de troupes composé d'émigrés, anglais & royalistes, formant plus de 3 mille hommes, qui les entoura & les somma de se rendre. Une décharge générale de mousqueterie fut la réponse à cette sommation. Bientôt un combat terrible s'engagea, pendant lequel nos braves se distribuèrent en chargeurs & tireurs; enfin, accablés par le nombre, ils foncèrent avec le sabre & la bayonnette: ils réduisirent, dans cette affaire, l'armée anglaise à moins de 1500. Mais tous nos républicains restèrent sur le champ de bataille: Plus

la fondée sur la mort que l'esclavage, tel étoit leur cri de guerre dans ce combat terrible; c'est celui de tous hommes qui occupent aujourd'hui les Antilles françaises.

Tableau de l'Europe en novembre 1795, et pensées, etc. A Londres, réimprimé à Paris, in-8°, 143 pag. Chez Marec, libraire, Palais Egalité.

M. de Calonne, tour-à-tour intendant, ministre, avocat de l'Assemblée des notables, agent principal des émigrés auprès de la coalition qui a fini par l'éconduire, se jette dans cet écrit son indignation, en considérant l'incendie qu'il ne peut plus attiser ni éteindre. Assis au bord de cet incendie, & auprès du magasin de combustibles qui l'alimente, il jette les yeux sur la France enflammée, qui rejette au loin les tisons & embrâse à son tour. Il se rappelle ses avis qui n'ont pas été suivis, & les calculs qui se sont vérifiés. En voyant cela, on se rappelle un grand personnage du 4^e chant du Tasse :

Il gran nemico i lividi occhi torse,
E scorgendo gli ormai lieti e contenti
Ambo le labbra per furor si morsè (1).

M. de Calonne examine « ce qu'on a fait & qu'on n'aurait pas dû faire; ce qu'on aurait dû faire & qu'on n'a pas fait; ce qu'on devrait faire & que peut-être on ne fera pas ».

Comme il s'agit ici d'attention à un écrit politique, & non de l'examen d'un ouvrage littéraire, nous parlerons peu du talent d'écrire qui reste à M. de Calonne. Nous l'avons vu dans sa jeunesse obtenir des premiers prix de l'Université, alors fameux, & que Thomas Delille & d'autres ont rendus si honorables; & si cette distinction encourageante peut déterminer à cultiver à fond son talent, il auroit pu obtenir une célébrité plus heureuse. Nous dirons simplement qu'il a de l'étendue dans la pensée, de l'intérêt dans le style avec de l'abondance, de la facilité, & un peu plus de néologisme qu'il ne convient à quiconque sachant penser sait aussi employer les richesses de la langue, & en prend la peine. Hétons-nous d'analyser son ouvrage.

Les cours de l'Europe, au lieu d'accourir pour relever les princes Bourbons tombés de leur haute & antique élévation, au lieu de leur tendre la main, n'ont fait que leur jeter quelques secours pécuniaires, paralysant du

reste tous leurs mouvemens par de froides exhortations à attendre et de temporiser. Le lecteur remarquera ce mot de mouvemens, & M. de Calonne explique quels sont ceux qu'il auroit voulu qu'on se donnât; mais par une adroite figure de rhétorique, il a l'air de ne mettre qu'en seconde ligne ceux qui lui paroissent d'une importance première. Il n'y a qu'à transporter un peu l'ordre des idées qui suivent. On lit : « Le plan à suivre... doit être de joindre la persuasion à la force; d'éclairer d'une main ceux que l'on combattoit de l'autre, de s'attacher à conquérir les esprits... » Cela est satisfaisant; il ne s'agit comme on voit (du moins il ne s'agit presque) que de persuasion & de lumières; mais comme la persuasion est difficile, on finit par insister franchement sur les moyens sûrs; on montre qu'il falloit

espionner, semer les troubles intestins, profiter de toutes les dissidences de parti, acheter des correspondances, soutenir les insurrections royalistes, opposer ainsi la France à la France, le tout pour son bien & son salut. L'abrége ce détail; c'est un émincé de petits moyens politiques, à la tête & à la suite desquels l'auteur fait sentir que voilà ce qu'on auroit dû faire. On l'a bien fait un peu, mais très-imparfaitement, très-mal adroitement; & ce n'est pas ainsi, suivant M. de Calonne, qu'on parvient à réduire 28 millions d'hommes, à quoi il évalue la population de la France, d'après un calcul qu'il appelle vérifié, & qui excède de peu celui qu'adopte l'Assemblée constituante. Il dit comment on auroit dû concevoir un plan de guerre, mettre du concert dans les projets, de l'ensemble dans les idées. La marche à prendre devoit naturellement être celle qui pouvoit inspirer le plus de terreur.

Car la terreur est très-persuasive.

« Il falloit une marche vive, attaquante, rapide & dirigée sur le foyer de la révolution, aller droit à la capitale ». On le voulut faire; mais dans la première campagne on a pris le parti de fuir lorsqu'on étoit à 45 lieues de Paris; dans la seconde, après avoir un peu tâté cette frontière de fer, ces places de Flandres, entre lesquelles on n'a su prendre que Valenciennes, Condé, le Quesnoy, tandis qu'on oublioit (malgré soi) Lille et Douai, qui étoient les vrais boulevards de la France, et par étourderie Cambrai, Cambrai qui en étoit la porte, on a fini par essayer sur Dunkerque une espèce de canisade aussi infructueuse que honteuse; après quoi on s'est reposé; & voilà la seconde campagne manquée en Flandres; tandis qu'en Alsace, après quelques coups de vigueur, on s'arrête mollement à trois lieues de Strasbourg, qui trembloit, dit Calonne, & que Wurmsar s'en retourne comme avoit fait Brunswick & Frédéric-Guillaume.

On voit que M. de Calonne n'est pas un fade panegyriste de la coalition. Il s'exprime sur les rois, sur celui d'Espagne, par exemple, en ministre qui disposoit jadis d'une Bastille, & qui n'en a plus à craindre pour lui-même. Il est difficile d'indiquer cet endroit de son livre plus adroitement que vous ne l'avez fait dans une première notice de cet ouvrage.

Je sens que je ne pourrai tout analyser aujourd'hui. Permettez que je continue demain; il doit être doux pour les républicains d'entendre ce que dit la partie adverse de ses procureurs & de son procès perdu. A demain, si l'ordre du jour ne s'y oppose.

CORPS LÉGISLATIF.

CONSEIL DES ANCIENS.

Présidence du citoyen CREUZÉ-LATOUCHE.

Séance du 24 floréal.

On fait lecture du procès-verbal de la séance d'hier; la rédaction en est adaptée.

Aucun rapport n'étant à l'ordre du jour, le président lève la séance.

CONSEIL DES CINQ-CENTS.

Présidence du citoyen CRASSOUS.

Séance du 25 floréal.

Le directoire envoie un message, par lequel il annonce

(1) Le chef des esprits rebelles, tournant ses livides regards, contempla tous ces maux d'un œil satisfait, & se mordit les lèvres avec douleur.

que pour jeter de plus en plus du jour sur la conspiration découverte, il fait passer au conseil copie de deux pièces trouvées chez Babœuf. On les lit.

Voici ce que contient la première.

Il faut tuer le directoire, les sept ministres, le général de l'armée de l'intérieur & son état-major, le commandant temporaire de Paris & son état-major; s'emparer des salles des deux conseils, faire main-basse sur ceux qui s'y rendront; fermer les barrières; se rendre maître des télégraphes du Louvre, de Montmartre & de la rivière; ne pas oublier l'arsenal, le peu d'artillerie de Meudon & les fusils qui sont aux Feuillans & sous la salle des cinq-cents; on saisira tous les administrateurs & leurs employés pour couper toute communication entre les tyrans; les insurgés occuperont les ponts, point essentiel pour ne pas laisser entrer de nouvelles troupes. Les braves militaires qui se trouvent à Paris seront invités à se rendre au milieu de leurs amis.

Les hussards, dragons & cavaliers pourront garder leurs chevaux & équipemens. Tous les braves militaires qui auront concouru à renverser les tyrans seront nourris chez les particuliers comme en 89. Il sera organisé de petites armées révolutionnaires, qui seront chargées de protéger les approvisionnemens de Paris. Les deux tiers seront composés de troupes de ligne, le reste de gardes nationales. Quand les tyrans auront été abattus, il faudra sur-le-champ opérer l'insurrection générale du peuple. Le peuple sera invité de se venger de ses ennemis qui se sont assez fait connaître. Il déléguera tous les pouvoirs de nouveau, & quiconque, au mépris de sa souveraineté, exercera quelque autorité sera mis à mort sur le champ.

Il faut prévenir toute réflexion de la part du peuple; il faut qu'il fasse des actes qui l'empêchent de rétrograder. Si quelque royaliste veut résister, il sera sommé de remettre ses armes; s'il refuse, il sera formé une colonne de patriotes armés de torches, afin que les flammes vengent la souveraineté du peuple.

Tous les étrangers se constitueront prisonniers dans leurs sections respectives, sous peine d'être mis à mort. Sera pareillement mis à mort quiconque se montrera l'ennemi du peuple.

Le peuple sera mis en possession des logemens les plus commodes, afin de rendre l'insurrection générale. On expédiera des gens sârs & énergiques dans toute la France.

Il faudra faire arrêter les généraux Muller & Hoche, & un troisième; enlever les armes des Invalides; les fourbisseurs seront aussi tenus d'en fournir. Les boulangers seront sommés de fabriquer du pain avec toute la farine qu'ils ont; sinon ils seront acorchés à la lanterne la plus voisine. Tout citoyen quel qu'il soit sera pareillement sommé d'apporter chez les boulangers toutes les farines & le riz qu'il pourra avoir chez lui, sinon il sera mis à la lanterne.

Pour ne pas rendre cette sommation illusoire, il sera fait des visites domiciliaires très-rigoureuses. Les marchands de vin & d'eau-de-vie seront tenus de fournir à ceux qui auront renversé les tyrans, tout ce dont ils

auront besoin. S'ils n'obéissent pas, ils seront accrochés aux réverbères.

Tous les militaires qui, après la juste punition des tyrans, voudront retourner dans leurs foyers, en auront la faculté. Il leur sera délivré une attestation par laquelle il sera constaté qu'ils ont tenu leur serment d'anéantir la tyrannie.

Le prix pour l'habillement & l'équipement des militaires est fixé: ils auront pour leur cheval 800 liv., & pour l'habillement 400 liv.

Voici ce que porte la seconde pièce:

Manifeste du directoire au salut public à ses agens dans les douze arrondissemens de Paris, le 8 floréal.

Jamais conspiration ne fut si sainte; jamais conjuration n'eût d'agens plus dignes de la confiance du peuple; jamais on ne travailla plus dans le secret ni plus heureusement. En vain les tyrans veillent contre nous; leurs efforts sont vains; ils ne peuvent rien découvrir. Avec des hommes tels que vous, nous ne devons plus garder de réserve: en révolution il faut être plus que téméraire. Voici ce qui a nécessité des longueurs apparentes dans l'exécution de notre projet. Nous voulons que cette insurrection soit la dernière. Nous avions voulu que le manifeste insurrectionnel garantît au peuple la distribution aux malheureux des biens des conspirateurs, & qu'il fût logé & meublé à leurs dépens; mais pour obtenir cet heureux résultat, il faut que les pouvoirs passent entre les mains des plus purs démocrates. C'est ce point délicat qui nous a le plus embarrassés. Voilà pourquoi nous avons fait imprimer un premier manifeste au nombre de trente mille exemplaires, dans lequel il étoit question d'une convention, qui, d'accord avec le directoire insurrecteur, auroit terminé la révolution; mais nous avons cru ensuite qu'il valoit mieux rappeler les 68 membres de la convention, ardens montagnards, qui en avoient été chassés & déclarés non-réligibles. Cependant nous ne nous dissimulons pas que ces montagnards étoient coupables, pour avoir coopéré à tout ce qui s'est fait depuis le 9 thermidor; pour avoir laissé démolir le sanctuaire de la liberté; pour avoir même accepté des missions du gouvernement actuel; & pour n'avoir pas protesté contre le code populicide de Boissy. Nous voulions qu'il leur fût adjoint un patriote par département, qui auroit été choisi par nous. Nous nous sommes concertés avec ces montagnards, qui d'abord avoient accepté les conditions que nous leur avions imposées; mais bientôt ces ex-conventionnels se sont rétractés & n'ont pas voulu qu'il leur fût adjoint aucun nouveau membre: leur but étoit de substituer leur domination à celle que nous aurions renversée. Voilà ce qui nous a arrêtés. Il est malheureux que des circonstances que nous ne pouvons encore vous expliquer nous forcent à ne pouvoir nous passer d'eux; mais il faut mourir ou vaincre.

P. S. Le 18, à 6 heures du soir. Nous apprenons l'instant que les montagnards se rendent à nos arguments, il faut accélérer l'heureux moment de l'explosion.

Le conseil ordonne que ces deux pièces soient imprimées.